

Relations industrielles Industrial Relations



Les nouvelles dimensions du politique : relations professionnelles et régulations sociales, Sous la direction de Laurent Duclos, Guy Groux et Olivier Mériaux, Paris : L.G.D.J. et Fondation Maison des sciences de l'Homme (collection « Droit et Société », 19), diffusion par « Lextenso éditions », 2009, 307 p., ISBN : 978-2-275-02822-4.

Yves Laberge

Volume 67, numéro 1, hiver 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008201ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1008201ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laberge, Y. (2012). Compte rendu de [*Les nouvelles dimensions du politique : relations professionnelles et régulations sociales*, Sous la direction de Laurent Duclos, Guy Groux et Olivier Mériaux, Paris : L.G.D.J. et Fondation Maison des sciences de l'Homme (collection « Droit et Société », 19), diffusion par « Lextenso éditions », 2009, 307 p., ISBN : 978-2-275-02822-4.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 67(1), 151–152.
<https://doi.org/10.7202/1008201ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les nouvelles dimensions du politique : relations professionnelles et régulations sociales

Sous la direction de Laurent Duclos, Guy Groux et Olivier Mériaux, Paris : L.G.D.J. et Fondation Maison des sciences de l'Homme (collection « Droit et Société », 19), diffusion par « Lextenso éditions », 2009, 307 p., ISBN : 978-2-275-02822-4.

Édité conjointement par la Fondation Maison des sciences de l'Homme et la vénérable Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (mais diffusé en Europe par Lextenso éditions), ce collectif rassemble treize chapitres inédits répartis en quatre sections thématiques. Le but principal de l'ouvrage est de montrer comment les relations professionnelles et syndicales peuvent être transformées par de nouveaux modes de gouvernance, de nouvelles règles, de nouvelles formes de légitimité et de nouvelles politiques émanant autant des institutions gouvernementales que de la société civile. Les auteurs ont su captiver l'intérêt du chercheur dès les premières pages. Au début de leur « Introduction générale », les coresponsables identifient à la base de leur réflexion une conviction et un paradoxe : la conviction serait que nous assistons depuis une trentaine d'années à « une évolution plus générale des formes de la régulation politique » (p. 7). Mais du même souffle, Laurent Duclos, Guy Groux et Olivier Mériaux s'accordent pour constater l'existence d'un paradoxe, à la suite de la crise du paritarisme qui pose la question du dialogue social, à savoir que « les sciences sociales, parfois trop enfermées dans leur carcan disciplinaire, sont restées démunies sur le plan théorique pour produire l'intelligibilité des mutations en cours » (p. 7). De ce fait, les auteurs chercheront ici à décrire et à mieux comprendre ces phénomènes trop peu analysés, en utilisant des termes conceptuels et théoriques (p. 9).

La première section porte spécifiquement sur « les conditions de production

et de pérennité de la représentation des intérêts professionnels », en articulant par exemple les notions de démocratie, de travail et de syndicalisme (p. 27). Les textes de la deuxième section se penchent sur les différents modèles de corporatisme et d'associations en France, en étudiant par exemple la démocratie associative et le libéralisme associatif, qui mobilise conjointement les institutions et les acteurs sociaux, au lieu de les opposer aux mécanismes du marché (p. 119). La troisième section pose le problème de la légitimation de l'action publique (et des politiques publiques) (p. 143). Enfin, la dernière section étudie les diverses formes de dialogue social. Mais quelles sont ces « nouvelles dimensions du politique » évoquées dans le titre si invitant de cet ouvrage ? Au fil des chapitres, on note que le questionnement sur « l'effectivité des régulations sociales » revient fréquemment (p. 266), tout comme le problème de la légitimité et des mécanismes de re-légitimation (p. 187). Le chapitre le plus stimulant reste le quatrième, sur le corporatisme et néocorporatisme, car il apporte une articulation théorique et méthodologique des plus stimulantes sur un débat sur l'avènement du néocorporatisme, un débat qui, selon Udo Rehfeldt, n'aurait pas vraiment eu lieu en France (p. 93).

Bien que cet ouvrage ne soit pas destiné en premier lieu aux étudiants de premier cycle universitaire, les textes sont pour la plupart clairs, innovants et très pédagogiques. Il n'y a pas un chapitre dans ce livre qui ne m'ait apporté de notions nouvelles, que ce soit sur le plan conceptuel, méthodologique, ou théorique. Par exemple, les remarques initiales de Michel Lallement soulignent une distinction intéressante entre deux conceptions du syndicalisme en Europe : sur le syndicalisme français, souvent conçu selon un modèle de « contre-société combattante », contrastant avec le modèle britannique du syndicalisme défini comme une sorte de « contre-société communautaire » (p. 28).

Encore deux remarques en terminant : d'abord, l'ouvrage porte davantage sur les aspects sociaux, politiques, plutôt que juridiques, contrairement à ce que l'on pourrait croire, compte tenu que cet ouvrage émane d'une maison d'édition longtemps enracinée du côté du droit. D'ailleurs, la plupart des auteurs sont sociologues ou géographes. De plus, il faut signaler que beaucoup de chapitres sont ancrés dans l'expérience française, citant des exemples du monde syndical français et des enjeux de la France actuelle, ce qui n'interdirait pas pour le lecteur d'ici d'imaginer certaines transpositions, par exemple dans le contexte québécois. Ainsi, tout le chapitre sur les limites du dialogue social porte exclusivement sur les conséquences désastreuses des deux lois françaises sur les 35 heures initiées par l'ancienne ministre Martine Aubry à partir de 1998 (p. 231 et suiv.). Ailleurs, on traite de la politique française du 1 % logement, qui permet aux entreprises de financer le loyer de certains de leurs salariés, mais qui semble spécifique à la France (p. 179 et suiv.). Plus loin, le treizième chapitre est basé sur les répercussions du *Traité de Maastricht* sur les lois du travail en France (p. 247 et suiv.).

Au-delà de l'indéniable qualité scientifique des textes réunis, il faut aussi féliciter Laurent Duclos, Guy Groux et Olivier Mériaux de leur excellent travail éditorial : un ouvrage collectif n'est pas une simple juxtaposition d'articles comme dans un numéro spécial d'une revue universitaire : de ce fait, les coresponsables ont pris le soin de bien présenter chacune des sections thématiques au moyen de têtes de chapitres qui situent les propos de chaque section dans une continuité logique parfaitement cohérente et plus facile à suivre. Ainsi, Michel Lallement ose questionner les hypothèses de départ de Laurent Duclos et Olivier Mériaux élaborées dans leur chapitre conjoint sur la disparition de certaines institutions et réseaux face à l'omniprésence du capitalisme, principalement au cours du

siècle dernier (p. 31). En outre, l'ouvrage propose une véritable conclusion qui, loin de simplement récapituler les apports des chapitres précédents, donne une véritable ouverture et montre que la réflexion n'est pas ici épuisée, notamment au niveau des modes de légitimation des systèmes de régulation (et leurs limites) dans un contexte de crise de l'emploi (p. 265 et suiv.). Au terme de cette lecture rigoureuse et souvent inspirante, on comprendra que *Les nouvelles dimensions du politique : relations professionnelles et régulations sociales* n'est pas destiné aux néophytes dans ce domaine, mais conviendra davantage aux chercheurs aguerris en sociologie du travail et en études urbaines.

Yves Laberge

Professeur invité à la Chaire en études américaines de l'Université de Rennes

Managing the Margins: Gender, Citizenship, and the International Regulation of Precarious Employment

By Leah F. Vosko, Oxford: Oxford University Press, 2010, 311 pp., ISBN: 978-01995-7481-0.

The objective of this book, written by Leah F. Vosko, professor of political science at Canada Research Chair in Feminist Political Economy at York University, is to analyze the interaction of existing employment norms, gender relations, and citizenship boundaries in order to understand the functioning of late-capitalist labour markets and its precarious margins. The point of departure is that "the full-time continuous job is being eclipsed by part-time and temporary paid employment and self employment". The author tries to see if such a shift is really taking place and if so, what are its characteristics and implications for precarious employment (nature, prevalence) and those who struggle against it.

Taking a broad historical approach, the author examines the development of the "standard employment relationship" (SER) and analyses the historical and contempo-